

50 ANS D'IMMIGRATION TURQUE 2/4

« L'assimilation ? A éviter à tout prix »

Les Turcs sont communautaristes ?
Le préjugé a la peau dure. Décryptage à l'échelon européen mais aussi national, en Belgique et en Allemagne. En Turquie, Ankara garde un œil très attentif sur sa diaspora.

ANKARA

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Ne mutlu türküm diyene», en français dans le texte « *Heureux celui qui se dit turc* ». La phrase trône sur une stèle au milieu de la gare ferroviaire d'Istanbul. Ces quelques mots peuvent sembler anodins, mais prennent tout leur sens quand on sait que des milliers de migrants ont trainé leurs valises dans cet endroit dans les années

soixante et septante, pour monter dans un train, direction la Belgique... et le reste de l'Europe.

Heureux celui qui se dit turc, donc. C'est que cette immigration est connue pour être très communautaire (voir *Le Soir* du 14 juillet). Différents facteurs permettent d'ailleurs d'objectiver cette affirmation (comme le montre l'infographie P.19).

Est-ce à dire que la communauté turque n'est pas intégrée en Europe ou en Belgique ? Certainement pas. Mais la question a la particularité d'agiter certaines instances turques, très impliquées dans le suivi de leur diaspora...

Dans la capitale Ankara, nous avons eu l'occasion de rencontrer quelques personnes haut placées. Au siège de l'AKP, le parti du Premier ministre Recep Tayyip Er-

dogan, le message est clair : « *Nous avons toujours poussé les Turcs de la diaspora à éviter l'assimilation, et cela à tout prix. En revanche, nous les incitons à s'intégrer, via l'apprentissage de la langue, par exemple. Mais il est important de pouvoir maintenir un lien fort avec sa culture d'origine. Il est important de préserver la langue turque par exemple, cela ne veut pas dire qu'on exclut l'intégration dans le pays d'accueil.* »

Un réservoir de voix conséquent

Stratégiquement, les partis politiques nationaux ont tout intérêt à garder le contact avec les immigrés de nationalité turque : ces derniers représentent un réservoir de voix conséquent, puisqu'ils peuvent voter aux prochaines élections présidentielles, les 10 et 24 août. En Allemagne, notamment, ils sont plus de deux millions et demi...

Le contact avec ces personnes s'effectue notamment via les médias. En Belgique, les membres de la communauté belgo-turque sont près de 70 % à suivre la presse de leur contrée d'origine, contre 50 % pour les Marocains. « *Les autorités publiques peuvent faire passer leurs messages aux Turcs de l'étranger via nos chaînes* », explique Ibrahim Sahin, le directeur de la TRT, la télévision publique turque, dont le siège se situe, comme celui de l'AKP, à Ankara.

Avec 15 chaînes de télévision et 18 de radio, gageons que la TRT a de quoi s'occuper. Quant au frein à l'intégration que pour représenter la grande consommation médias en langue turque à l'étranger, le directeur du service public estime que « *Le pays d'accueil ont un grand rôle à jouer* ». La suite n'est pas piquée des vers : « *À votre permission, je remarque également que les dirigeants européens sont parfois assez peu proactifs sur cette question d'intégration. Certains Turcs continuent de s'installer en Europe comme il y a vingt ans. La Turquie en réponse à la discrimination d'ils sont victimes...* »

L'intégration n'est pas un mot qui pèse beaucoup à Mehmet Köse, le président des Turcs de l'étranger. « *Que voulez-vous exactement par là ?* », s'exclame l'homme quand on aborde le sujet des liens entre Turquie et ses immigrés. L'institut a été créé en 2010 et propose une série de services à destination des Turcs vivant à l'étranger. L'avenir, l'instance pourrait même devenir un ministère, ce qui montre bien le grand intérêt d'Ankara envers ses « exilés ». ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

Les études montrent une communauté repliée sur elle-même. Necati, fan des Diables rouges, prouve le contraire... © DR

l'Union européenne 50 ans de « Je t'aime, moi non plus »

ISTANBUL

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Cinq mots : c'est toute la place qu'a occupée l'Union européenne dans un récent discours-fleuve du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, annonçant sa candidature à l'élection présidentielle du 10 août prochain. Cinq petits mots pour promettre de « *travailler encore plus pour l'adhésion* » de son pays.

De ce côté-ci du Bosphore, force est de constater que la construction européenne ne fait plus recette auprès des électeurs. Recep Tayyip Erdogan – qui a présidé à l'ouverture des négocia-

tiations d'adhésion en 2005 – a pris l'habitude d'ajouter, lorsqu'il évoque l'UE, que son pays « *n'attendra pas éternellement à la porte* ».

Engouement, attente, lassitude, désintérêt voire dédain : les Turcs et leurs dirigeants sont passés par toutes les phases depuis 1963, année de signature d'un accord d'association entre Ankara et la Communauté économique européenne (CEE), qui prévoyait une union douanière (réalisée en 1995) et, à terme, l'adhésion. Avec l'ouverture des négociations, tous les espoirs étaient permis. Dix ans plus tard, la route semble encore longue et l'issue, toujours plus

incertaine.

La Turquie n'a clôturé qu'un seul chapitre sur 35. Quinze chapitres sont bloqués par des Etats membres ou l'UE, en raison notamment du refus d'Ankara d'ouvrir ses frontières aux marchandises de la République de Chypre, membre depuis 2004 mais que la Turquie ne reconnaît pas. Même le déblocage, en novembre dernier, d'un 14^e chapitre après trois ans de calme plat n'a pas ravivé l'enthousiasme des Turcs.

L'ancien diplomate Uluç Özüiker compare son pays à une « fiancée qui attend indéfiniment qu'on lui donne la date du mariage ». Il poursuit avec un proverbe : « Nous, les Turcs, disons que "l'amour se lasse de trop de caprices". Les Turcs n'arrivent plus à faire confiance à l'Europe. Beaucoup sont persuadés que nous n'entreons jamais. »

Beaucoup ne sont même plus sûrs d'avoir envie d'entrer. L'étude Eurobaromètre Standard, publiée deux fois par an, est éclairante à ce sujet. En 2004, 62 % des Turcs considéraient comme une « bonne chose » l'adhésion de leur pays à l'UE. En 2010, ils n'étaient plus que 47 % à le penser, contre 38 % souhaitant encore adhérer aujourd'hui.

De leur côté, les Européens ont multiplié ces derniers mois les rappels à l'ordre, demandant au gouvernement turc de respecter l'Etat de droit et l'indépendance de la justice. « Cette année a été marquée par des développements qui ont soulevé de sérieuses inquiétudes et même des doutes sur l'attachement de la Turquie aux valeurs et standards européens », a regretté Stefan

Füle, commissaire européen à l'Elargissement, dans une tribune publiée le 7 juillet par le quotidien turc *Sabah*.

« La Turquie semble s'éloigner des valeurs de l'UE »

« La Turquie semble s'éloigner des valeurs de l'UE qui, en retour, semble ne plus avoir de leviers pour influencer la Turquie », souligne Serhat Güvenç, professeur de relations internationales à l'Université Kadir Has. « Le processus se limite de plus en plus à un débat binaire entre des Européens qui pensent : "La Turquie est musulmane, elle n'appartient pas au club" et des Turcs qui, en réaction, proclament : "Puisque nous ne sommes pas comme vous, nous agissons à notre guise" », déplore-t-il.

Le désir d'Europe n'a pourtant pas déserté les Turcs, pour qui l'UE reste avant tout synonyme de « prospérité économique », de « paix » et de « liberté de circulation » (Eurobaromètre, mai 2013). La disparition des visas, que la Turquie espère obtenir d'ici trois ans, pourrait ainsi redonner de l'attrait à la perspective européenne.

« De l'homme d'affaires qui rate une réunion à cause d'un visa délivré en retard, à l'étudiant qui perd sa bourse Erasmus pour la même raison, il faut comprendre la fatigue, la colère que ces situations peuvent engendrer », plaide Zeynep Özler, une chercheuse spécialiste du sujet, pour qui « le jour où l'UE réglerait cette question des visas, le soutien à l'adhésion remonterait en flèche dans l'opinion publique turque. » ■

ANNE ANDLAUER

L'AVIS DE L'EXPERT

« Les Turcs ont réalisé une intégration en bloc »

L'infographie ci-contre donne une série de facteurs objectifs qui permettent d'évaluer l'intégration de deux immigrations simultanées dans le temps mais pourtant très différentes, à savoir la turque et la marocaine. On y remarque plusieurs informations intéressantes : la communauté belgo-turque a davantage tendance à développer ses propres associations, à avoir un cercle d'amis ou des conjoints de la même origine, à suivre la presse dans la langue turque et à envoyer leurs enfants à l'école d'origine turque à l'Irfam, l'Institut de recherche, formation et actions sur les migrations, commente ces deux modalités d'immigration : **Marocains et Turcs, deux immigrations très différentes ?**

Les Turcs ont réalisé une intégration « en bloc ». Ils ont créé leurs quartiers, leurs associations, leur système économique en développant par exemple, une industrie des kebabs. Je parle d'un « melting-pot » à l'américaine. En fait, ces immigrants créent des espaces ou des réseaux commerciaux bien à eux où leur mode de vie devient un avantage relatif les protégeant de la marginalisation économique et culturelle. De leur côté, les Marocains ont davantage parié sur l'« assimilationnisme » à la française ». Ils ont tenté de s'assimiler via l'école et les diplômes. Or, les taux de chômage sont très élevés et ils souffrent encore énormément de discrimination. Il y a donc une énorme déception dans le chef des immigrants d'origine marocaine, tandis que les Turcs ont, historiquement, toujours été plus méfiants vis-à-vis de l'éducation. On voit dans les chiffres que les Marocains se sentent plus discriminés que

es Turcs, ce qui n'est pas étonnant puisqu'ils ont beaucoup investi et ont été déçus...

Ce ne sont que des tendances types...

Bien entendu. Il y a des exceptions nombreuses dans les deux cas. On peut encore dire qu'économiquement, le modèle dit turc semble plus lucratif... Je n'en fais pas pour autant l'apologie : des réflexes de fermeture

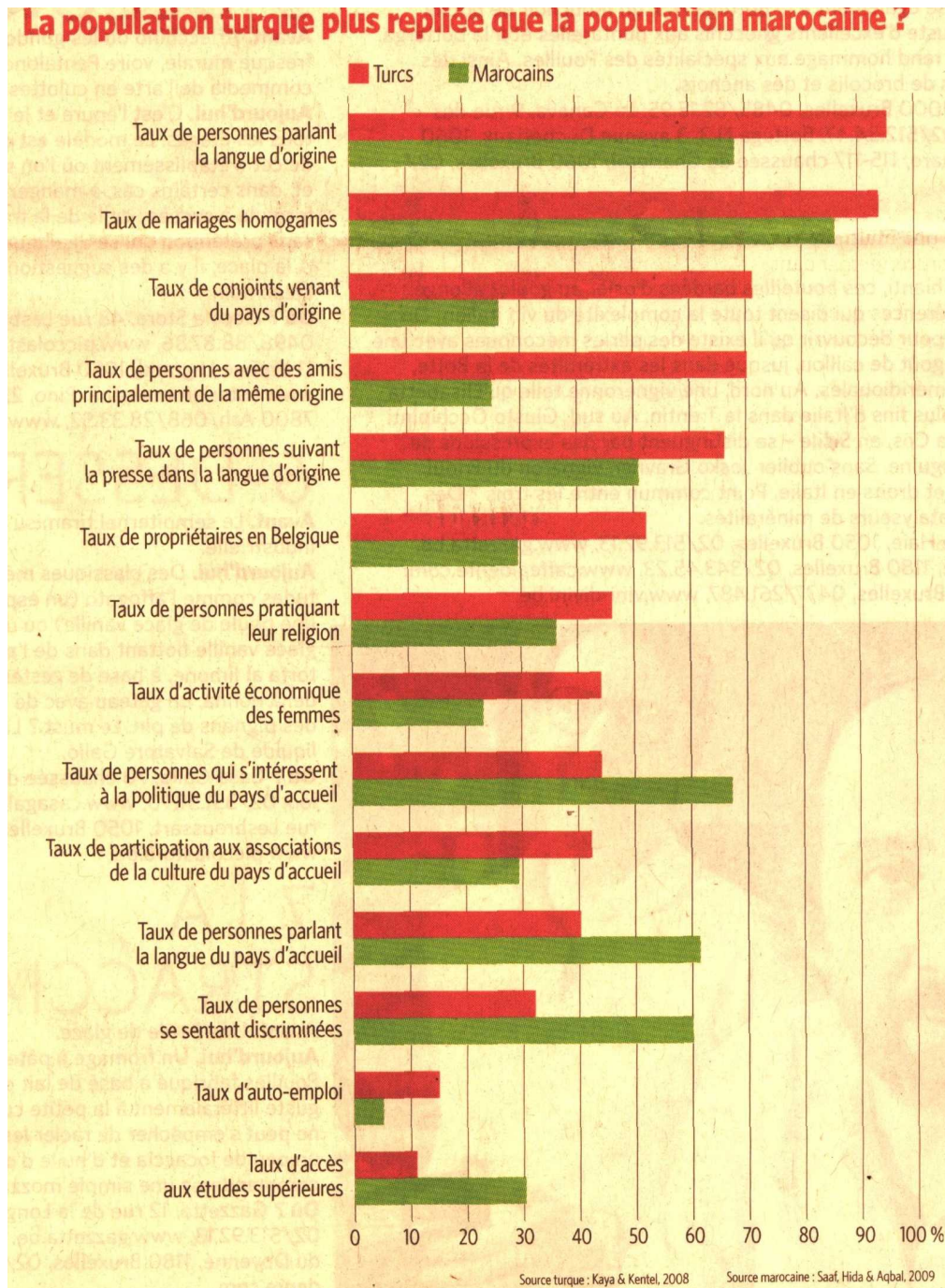
subsistent et sont difficiles à dépasser. Tout se passe comme si certains groupes immigrés se sont économiquement adaptés mais restent éloignés culturellement des autres communautés. Cela donne l'image de voisins qui sont tous « mitoyens » les uns des autres et non « citoyens » les uns AVEC les autres. Je fais référence à la pauvreté des échanges, de la compréhension, de la solidarité et des interactions entre populations

différentes dans certaines villes. J'appelle cela une maison de Turcs : ses habitants ont oublié de poser les portes et les fenêtres.

Un décroisement est souhaitable ?

Oui, la société doit se décroiser. Et cela passe déjà au niveau de la gouvernance politique, locale et nationale.

PROPOS RECUEILLIS PAR
A.-C.B.



CONTREPOINT**Plus belge que la Belgitude**

Il y a la théorie, les études, les statistiques et... la réalité. Nous avons rencontré Necati Sevik lors de la diffusion du match Belgique-Algérie le 17 juin sur la place d'Emirdag, un petit village turc situé non loin de l'Anatolie. Lorsque nous lui proposons d'arborer les couleurs belges, Necati n'hésite pas une seule seconde : il est à fond pour la Belgique ! C'est donc avec le visage grimé aux couleurs noir-jaune-rouge que le Belgo-Turc regarde le match. Il habite le pays depuis plusieurs dizaines d'années et y a d'ailleurs toujours une maison. Ses deux fils se sont mariés avec

des Belges, une Wallonne et une Flamande. Durant tout le match, Necati, visiblement accro à son smartphone, ne cesse de nous montrer des statuts sur Facebook. « *Regardez, tous mes amis turcs en Belgique postent des articles sur le match, ils sont tous pour la Belgique !* » Et de nous brandir une photo de sa petite-fille, qui le rejoindra bientôt à Emirdag pour les vacances : « *Elle est belle, n'est-ce pas ? Elle a à peine quatre ans et elle parle déjà le français, le néerlandais et le turc !* » Au premier goal belge, c'est l'effusion de joie ! Necati Selik se lève à deux reprises en vociférant et nous gratifie d'un « *tape m'en cinq* » de la victoire. Plus belge que la Belgitude.

A.-C.B.

en Allemagne Génération Özil, le joueur de foot symbole de la réussite des immigrés turcs

BERLIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

Lors de la Coupe du monde de football en Allemagne, en 2006, les Turcs avaient tous hissé des drapeaux allemands à leurs fenêtres et sur leurs voitures ! Tout le monde avait été époustoufflé par le soutien de la première communauté étrangère à la « *Mannschaft* ». Les Turcs avaient montré – le temps d'un grand événement sportif – qu'elle était heureuse de vivre dans « son » pays.

Si l'on en croit les sondages, 90 % des Allemands d'origine turque – 2,5 millions selon les chiffres du ministère de l'Intérieur – se sentent bien dans « leur » pays. « *Si certains jeunes ne s'identifient pas tout à fait à l'Allemagne, ils se sentent bien intégrés. Ils sont fiers de leur quartier* », ajoute Kenan Kolat, le président de la communauté turque en Allemagne.

Les bonnes relations entre les communautés sont parfois assombries par les « crimes d'honneur » ou par les assassins racistes. Actuellement, le procès d'un groupuscule d'extrême droite accusé d'avoir participé à l'exécution sommaire de huit Turcs entre 2000 et 2006 a rappelé que le danger néonazi n'était pas écarté. Le souvenir des crimes xénophobes de Solingen, le 29 mai 1993, reste imprimé dans toutes les têtes. Trois néonazis avaient tué

cinq membres d'une famille turque en mettant le feu à leur maison.

Même s'il reste des obstacles (dans la formation notamment), la deuxième et la troisième génération ont réussi leur intégration. Selon la chambre de commerce germano-turque, 80.000 entreprises sont dirigées par des Allemands d'origine turque. Ils réalisent quelque 35 milliards d'euros de chiffre d'affaires et emploient plus de 400.000 personnes.

Le « droit du sang » enterré

Par ailleurs, l'Allemagne a beaucoup changé vis-à-vis des « étrangers ». Depuis dix ans, elle regarde en face ses immigrés.

Les conservateurs du parti chrétien-démocrate (CDU) ont pris conscience que les Turcs d'Allemagne ne retourneraient pas « chez eux ». Par ailleurs, le nouveau code de la nationalité a enterré définitivement la notion du « droit du sang » pour permettre à des milliers de Turcs de choisir le passeport allemand. Depuis quelques semaines, ils ne sont plus obligés de renoncer à la double nationalité.

Le symbole de la réussite des enfants d'immigrés turcs est Mesut Özil, le milieu de terrain de l'équipe nationale. Il récite des versets du Coran avant le jeu sans choquer personne. C'est un changement de taille dans cette Allemagne qui était encore her-

ritétique aux mélanges des cultures jusqu'à la fin des années 90. « *L'islam fait partie de l'Allemagne* », avait déclaré en 2010 l'ancien président de la République, le conservateur Christian Wulff.

Les écologistes ont élu le premier président de parti issu de l'immigration. Cem Özdemir entretient même avec fierté son accent régional (le souabe). « *Je suis un Souabe anatolien* », plaisante-t-il.

Dans la culture, Sibel Kekilli est une grande star du grand et du petit écran. Elle a eu le premier rôle dans le film *Gegen die Wand*, mis en scène par un autre germanoturc, Fatih Akin, et qui a remporté en 2004 l'Ours d'Or du festival du cinéma de Berlin. Aujourd'hui, elle est commissaire de police dans la plus grande série télévisée allemande.

La Turquie est enfin une question de politique intérieure. « *Lorsque Özil marque un but, tout le monde se réjouit ! En Turquie comme en Allemagne* », ironise Recep Erdogan, le Premier ministre turc, qui vient régulièrement faire campagne en Allemagne pour mobiliser les expatriés. Quand on sait que les derniers scrutins se sont décidés avec seulement quelques milliers de voix d'avance, les électeurs d'origine turque ne peuvent plus être ignorés. En Allemagne comme en Turquie. ■

CHRISTOPHE BOURDOISEAU